

Jeudi 31 octobre, la préfecture du Val-de-Marne, aux ordres de Retailleau, a fait donner les CRS et les bulldozers contre le piquet de grève des travailleurs sans-papiers de Chronopost Alfortville.

Contre ce coup de force indigne
Manifestation Mercredi 06 novembre à 16H,
2 Chemin de Villeneuve-ST-Georges, Alfortville (bus 103 ou RER D)
Jusqu'à à la préfecture à Créteil

Depuis le 7 décembre 2021, près de 200 travailleurs sans-papiers tenaient un piquet de grève et de lutte devant l'agence Chronopost d'Alfortville, contre l'exploitation des travailleurs sans-titres dans les agences Chronopost, se traduisant par l'instauration d'un système de sous-traitance en cascade.

Les chantiers d'exploitation pour le tri et la manutention des colis sont confiés par Chronopost à des sous- traitants comme Derichebourg, qui sous-traite à son tour les embauches à des agences d'intérim comme Start People, Mission intérim... voire à la sienne propre, Derichebourg intérim.

Depuis 35 mois, les 18 grévistes Chronopost, accompagnés de refusés d'une première lutte menée en 2019, et de dizaines de travailleurs sans-papiers d'autres entreprises, ont multiplié les démarches, les manifestations, les rassemblements, interpellations, courriers.... en direction de Chronopost et de sa maison mère, le groupe La Poste, ainsi qu'auprès des sous- traitants.

Ces employeurs, enfermés dans un pacte de déni et de mensonge, ont toujours refusé de reconnaître les avoir embauché et exploité, et de leur donner les documents de travail exigés par les préfectures pour une régularisation.

Et pourtant, La Poste a été condamnée le 5 décembre 2023 par le Tribunal Judiciaire de Paris pour non-respect de son devoir de vigilance sur l'utilisation de la sous-traitance.

L'Etat propriétaire regarde ailleurs et sort la force répressive !

Durant tous ces mois, nous nous sommes également adressés à L'Etat, qui au final est le seul détenteur du pouvoir de régulariser la situation des travailleurs sans-papiers. L'Etat, actionnaire de référence, est le véritable propriétaire du Groupe La Poste, exploitateur des sans-papiers.

Nous nous sommes heurtés à tous les niveaux soit à un refus de nous recevoir, soit à des parties de ping-pong entre ministères et préfecture, Depuis le début de la lutte, la préfecture du Val-de-Marne n'a accepté de recevoir que 32 dossiers, et n'a accordé que 15 régularisations, dont 4 pour les grévistes Chronopost. **Nous sommes loin du compte !**

Aujourd'hui, leur réponse, c'est l'intervention policière, les matraques, les pelleteuses, et nos affaires jetées dans les bennes à ordures !

Après 35 mois de lutte sur le site d'Alfortville, totalement légale car dument déclarée en préfecture par nos organisations, déclarations jamais remises en cause, voila que la préfecture met à exécution un arrêté d'expulsion du piquet **sans aucune publication préalable comme l'exige la loi**, sans prévenir les organisations déclarantes, sans permettre aux occupants de récupérer leurs affaires !

La maltraitance va jusqu'à jeter à la benne les effets personnels (habits et autres objets), mais aussi les documents de nombreux travailleurs présents sur le piquet (documents d'identité, sommes d'argent, dossiers divers...).





Macron/Barnier/Retailleau/Le Pen Leur délire anti-immigré-es sert à détourner les regards des attaques anti-sociales inédites qu'ils veulent imposer à toutes et tous !

Après de nombreuses semaines de gouvernement « intérimaire », Macron, minoritaire dans les urnes en juillet, a fini par désigner Michel Barnier (LR) comme Premier ministre, et Retailleau à l'Intérieur, avec la bénédiction du RN de Le Pen et Bardella. Rampant devant le RN, Retailleau et le gouvernement annoncent une nouvelle loi contre les migrants-tes et l'ensemble des personnes d'origine étrangère...juste un an après la loi raciste de Darmanin !

Leurs déclarations témoignent de leur **obsession xénophobe** et donnent le ton : quasi suppression du droit d'asile, suppression de l'AME, multiplication des OQTF, rétentions et expulsions à tout va, projet de retour au délit de « séjour irrégulier » supprimé en 2012, remise en cause de la « circulaire Valls de 2012 » sur la régularisation des travailleurs sans-papiers, remise en cause du droit du sol...

La vérité, c'est que Macron, LR, leurs complices du RN, veulent nous imposer, à toutes et tous, français ou immigrés, un plan d'austérité sans précédent !

Ce vomit anti-immigrés-es sert à cacher l'aplatissement servile de ces politiciens devant les puissances d'argent et du patronat. Pour sauvegarder et accroître leurs profits, ils attaquent en permanence nos salaires, nos protections sociales (sécu, assurance chômage, retraites, accès au logement social...) nos droits et nos libertés, quelles que soient nos origines et nationalités.

Ensemble, refusons de nous diviser et de paralyser nos luttes et nos résistances unies d'exploité-es, français ou immigrés, avec ou sans papiers, **nous qui ne vivons que de notre travail, et non des dividendes de la spéculation financière qui, elle, ne subit pas de « contrôle aux frontières ».**

Hier, ils matraquaient nos grèves contre la casse du code du travail, puis nos manifestations pour défendre les retraites... Aujourd'hui, leur répression s'abat contre des travailleurs sans-papiers qui leur résistent !

Face aux revendications du monde du travail, ce pouvoir de brutes ne compte que sur l'intimidation, le pourrissement et la division. Les travailleurs du piquet Chronopost d'Alfortville, malgré le coup de force de l'Etat policier, sont debout pour arracher les titres de séjour pour tous, et montrent la voie pour la défense de nos intérêts communs.

**Leur lutte est notre lutte, leur victoire sera notre victoire !
Vive la lutte pour la régularisation de tous-tes les sans-papiers !**

Union
syndicale
Solidaires



Soutien financier à la lutte : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>